

Le débat sur le “terrorisme islamique”: état des lieux

Olivier Roy

Consultant permanent du CAP

mai 2008

Le débat sur le terrorisme islamique se structure par rapport à deux pôles d'interprétation, même si bien sûr on rencontre des points de vue intermédiaires entre les deux. Le premier considère que le “terrorisme islamique global” puise ses racines dans les conflits du Proche et du Moyen-Orient, et plus précisément dans l'exacerbation des frustrations de la communauté musulmane que ces conflits alimentent. Le second privilégie plutôt l'idée d'un mouvement de révolte générationnel et globalisé.

LE MOYEN-ORIENT AU CŒUR DE LA RADICALISATION

Le terrorisme islamique global vient de l'exacerbation des frustrations de la communauté musulmane face aux conflits du Moyen-Orient, dont le principal est bien entendu le conflit israélo-palestinien. Dans cette perspective, le mouvement Al Qaeda est l'héritier direct des mouvements islamistes tant du point de vue stratégique qu'idéologique.

Sur le plan stratégique, l'incapacité des mouvements islamistes à prendre le pouvoir dans les pays sunnites est attribuée par les radicaux au soutien accordé aux régimes en place par les Etats-Unis. Pour vaincre, il faut donc passer de l'ennemi proche à l'ennemi lointain, c'est-à-dire les Etats-Unis. Le but est de libérer le Moyen-Orient de l'influence occidentale et d'établir un Califat territorial.

Sur le plan idéologique, Al Qaeda est dans la continuité des Frères musulmans, mais dans une version exacerbée, passée par Sayed Qutb et Ayman al Zawahiri. Le combat d'Al Qaeda est donc lié à ceux du Hamas, du Hezbollah, de l'Iran, même si leurs intérêts ou leurs tactiques peuvent diverger.

Dans cette vision, il y a bien un terrorisme global et une radicalité islamique liés à la fois à l'islam comme religion et à la situation actuelle de l'ensemble des musulmans. Tout contre-terrorisme doit s'appuyer sur une réfutation de l'idéologie islamiste en général, sur le dialogue avec les autorités religieuses musulmanes pour détourner les masses musulmanes des versions radicales de l'islam, sur la recherche d'alternative politique aux islamistes de tout poil, et sur une solution aux conflits actuels du Moyen-Orient.

Indépendamment des fondements objectifs de cette analyse articulant terrorisme, Moyen-Orient et islam, elle convient à un certain nombre d'acteurs, dont les intérêts peuvent néanmoins diverger. Elle permet de justifier la "guerre globale contre la terreur" prônée par le président Bush, ainsi que la politique israélienne qui refuse de négocier avec le Hamas ou le Hezbollah et place sur le même plan les radicaux palestiniens et les terroristes d'Al Qaeda. Mais cela permet aussi aux régimes autoritaires des pays musulmans de se présenter à la fois comme les défenseurs de la communauté musulmane vis-à-vis de leur opinion publique et, vis-à-vis de l'Occident, comme seule alternative au radicalisme, donc d'éluder la démocratisation et la réforme. Cette analyse justifie aussi l'exercice "clash / dialogue des civilisations" : il y a bien un antagonisme profond entre islam et Occident qu'il s'agit de gérer à travers les gouvernements actuels et les leaders communautaires et religieux.

Le débat sur le “terrorisme islamique”

LA GLOBALISATION AU CŒUR DE LA RADICALISATION

Le radicalisme de type Al Qaeda ne s’articule pas sur les conflits du Moyen-Orient, c’est un mouvement de révolte générationnel et globalisé, qui s’empare du label Al Qaeda parce que c’est celui qui paraît le plus efficace sur le marché et qui est désigné comme le mal absolu par les Etats-Unis. Cette approche s’appuie sur plusieurs arguments.

- Les *jihads* favoris d’Al Qaeda sont périphériques par rapport au Moyen-Orient : Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Cachemire...
- Au Moyen-Orient, Al Qaeda ne fait que parasiter des conflits locaux – dont les acteurs sont autonomes (Irak, Afghanistan) – et ne parvient jamais à prendre la direction politique de ces conflits.
- Al Qaeda ne joue aucun rôle dans le conflit israélo-palestinien et est en voie de marginalisation en Irak.
- L’apparente expansion d’Al Qaeda (ralliement du GSPC, désormais Al Qaeda au Maghreb islamique, mais aussi de groupes yéménites ou encore de Palestiniens des camps de réfugiés du Nord du Liban), loin de marquer un enracinement d’Al Qaeda dans les sociétés locales, correspond beaucoup plus à un processus de déterritorialisation de ces mêmes groupes, qui n’ont plus d’ancrage nationaux (c’est particulièrement clair pour les réfugiés palestiniens de troisième génération au Liban : ils n’ont plus aucun espoir de revenir en Palestine).
- La carte du recrutement des “internationalistes” d’Al Qaeda ne correspond pas à celle des conflits : aucun Palestinien actuel (alors que les Palestiniens n’ont pas hésité dans les années 1970 à tenter de globaliser leur conflit), aucun Pachtoune afghan, très peu d’Irakiens ; par contre, beaucoup de seconde génération d’immigrés, de Maghrébins, de Pakistanais, d’Africains de l’Est et... de convertis (classes moyennes blanches, Antillais et Jamaïcains). Al Qaeda est l’organisation “islamique” qui compte le plus de convertis, et de loin ; c’est aussi la seule qui leur donne des responsabilités.

-La chronologie ne correspond pas à l'hypothèse du passage de l'ennemi proche à l'ennemi lointain (sauf pour le groupe des Egyptiens autour de Zawahiri) : Ben Laden avait d'excellentes relations avec la monarchie saoudienne durant sa première période de *jihad* ; le GIA a été fondé par d'anciens "Afghans" et non l'inverse.

- Enfin, les experts psychiatres (Jerrold Post, Marc Sageman) confirment des différences fondamentales entre candidats à l'attentat-suicide selon qu'ils sont "territorialisés" (Palestiniens, Tchétchènes) ou déterritorialisés (Al Qaeda) : les premiers sont insérés socialement et leur action est valorisée par la famille et les proches, quand les seconds sont en rupture générationnelle.

DES IMPLICATIONS MAJEURES

Les implications du choix entre ces deux pôles (car bien sûr il y a toute une gamme d'analyses intermédiaires) sont considérables.

Impasses de la guerre globale contre le terrorisme

Si l'on choisit la première hypothèse, on considère que la question politique du Moyen-Orient est au cœur de la radicalisation musulmane en Occident d'une part, et d'autre part que l'islam comme religion est au cœur de la question (c'est-à-dire est à la fois le problème et la solution). Ce faisant, on accorde de fait à Ben Laden l'essentiel de son argument : Al Qaeda représente bien l'avant-garde radicale d'un monde musulman en conflit avec l'Occident. Or, on n'a aucun moyen de régler le problème, car la résolution du conflit israélo-palestinien relève aujourd'hui de la méthode Coué. On se condamne ainsi à l'impuissance tout en renforçant de fait la légitimité de celui que l'on présente comme l'ennemi public numéro 1, donc la seule vraie alternative à l'Occident.

On s'enferme ensuite dans un débat contre-productif sur ce qu'est le "bon islam". Or, un consensus se dessine pour souligner l'échec de la *Public Diplomacy*. Celle-ci consiste à mettre en valeur un "bon islam", pacifique, modéré, pro-occidental. Mais comme le note un

Le débat sur le “terrorisme islamique”

expert en *Public Diplomacy*, ce qui compte n'est pas le message envoyé mais le message reçu, et le message reçu est que le “bon islam” est un “islam américain” et donc que Ben Laden est bien le représentant d'une authenticité religieuse.

La promotion d'un “bon islam” (le soufisme, l'islam libéral, etc.) est d'autant plus absurde qu'elle suppose un lien mécanique entre théologie et politique qui n'est avéré dans aucune religion. Les “bons musulmans” mis en avant sont soit des marginaux, soit des notables de cour et de gouvernement, soit... des anti-musulmans forcés (Ayan Hirsi Ali). Si bien que le geste du pape baptisant solennellement Magdi Allam, critique virulent de l'islam, paraît à beaucoup comme la conséquence logique de cette promotion d'un bon islam : un “bon musulman” selon l'Occident n'est plus musulman.

De même, la promotion du dialogue contre le clash est pernicieuse car le dialogue part des mêmes prémisses que le clash : celle de la relation inhérente entre l'islam comme religion, la culture arabe et le territoire du Moyen-Orient. En outre, il intronise comme interlocuteurs ceux qui précisément n'ont pas de légitimité dans le monde musulman, pour de bonnes ou de mauvaises raisons. En particulier, il fait des gouvernements autoritaires arabes les interlocuteurs principaux de ce dialogue. Or, ces gouvernements vivent (et survivent) des tensions : ils n'ont aucun intérêt à un apaisement en profondeur. Qui plus est, ils refusent tous l'intégration de musulmans en Europe et prônent le maintien d'une diaspora non assimilée, conservant sa nationalité et servant de levier dans les relations bilatérales. Les élections au Conseil français du culte musulman (CFCM) en France montrent que l'objectif de pays comme l'Algérie et le Maroc n'est pas l'émergence d'un islam à la française, mais au contraire le maintien d'une diaspora non assimilée et instrumentalisée.

Au final, la territorialisation du fait religieux (l'Occident est chrétien, le Moyen-Orient est musulman) fait l'impasse sur les Chrétiens d'Orient (condamnés à une immigration que l'on favorise sans le dire), sur les conversions dans tous les sens, sur la volonté de nombreux musulmans vivant en Europe d'être de vrais Européens.

Une approche différente : la dé-radicalisation

Face aux impasses de la guerre globale contre le terrorisme et du dialogue des civilisations, un certain nombre d'experts défendent aujourd'hui une approche différente de la lutte anti-terroriste, approche fondée sur une analyse plus précise du recrutement d'Al Qaeda. C'est le concept de "dé-radicalisation".

Le point de départ est que les processus de radicalisation ne sont ni idéologiques, ni strictement politiques, ni même religieux. La fascination pour Al Qaeda vient de ce que Ben Laden a su créer un *Narrative*, un récit d'héroïsme, celui du jeune combattant qui venge les souffrances de l'*oummah*, mais d'une *oummah* virtuelle, non contextualisée. Le discours d'Al Qaeda ne vise pas à susciter un mouvement social, encore moins à mettre sur pied une organisation politique, mais à recruter des terroristes qui passent à l'acte le plus vite possible. Ce n'est pas l'impact politique d'Al Qaeda qu'il faut contrecarrer (car cet impact vient des réactions de l'Occident et pas de l'action terroriste en soi), c'est la valeur de l'acte qu'il faut délégitimer. Il convient pour cela d'utiliser les mêmes circuits (internet et tous les lieux de radicalisation), mobiliser des anciens radicaux (c'est le but, par exemple, de la Quilliam Foundation en Grande-Bretagne), mettre en avant les échecs, les attentats ratés (Meknès, Glasgow), les itinéraires des "paumés" (ceux qui se sont retrouvés à Guantanamo sans avoir eu de responsabilités), etc.

Il ne faut surtout pas faire de l'anti-terrorisme le prisme de notre rapport à l'islam, mais il faut déconnecter notre approche de l'islam national d'avec les enjeux du Moyen-Orient, faire une place à l'islam en Europe en tant qu'il est une religion européenne comme les autres, et non celle d'une diaspora. Il faut encourager un pluralisme religieux interne à l'islam sans pousser aux "bons choix". Enfin il faut une approche politique des conflits du Moyen-Orient, en laissant tomber une analyse idéologique qui de toute façon ne correspond pas aux pratiques réelles des pays occidentaux dans la région.